

RAPPORT N°247 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 05 SEPTEMBRE 2020

Ce rapport de SOS-Torture couvre la période du 29 août au 05 septembre 2020 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins vingt-un (21) personnes ont été assassinées au cours de la période dans différentes localités du pays essentiellement dans des affrontements entre les forces de l'ordre et un groupe d'hommes armés.

Le rapport fait également état de dix (10) personnes grièvement blessées dans différentes localités du pays.

Enfin, le rapport note quatre-vingt-seize (96) cas d'arrestations arbitraires dont cinquante-six (56) personnes soupçonnées de collaborer avec le groupe des rebelles qui a attaqué plusieurs localités du pays et quarante (40) jeunes gens arrêtés en commune Buganda de la province Cibitoke au cours d'une fouille-perquisition effectuée par les forces de défense et de sécurité.

1. Atteintes du droit à la vie et à l'intégrité physique

- Dans la nuit de samedi 29 août 2020 vers 22 h, un groupe d'hommes armés en uniforme militaire de l'armée burundaise a tué Vital Nsengiyumva et blessé deux autres personnes sur la colline Busimba, zone Bugarama en commune et province Muramvya (centre du Burundi). Selon les témoignages, ces hommes armés sont passés tout près du site des démobilisés handicapés de Busimba et ont tiré sur des gens qui tentaient de les identifier.

SOS-Torture Burundi a appris que la police de Muramvya a arrêté, après le passage de ces hommes, sept (7) personnes accusées de collaborer avec ces groupes armés qu'elle a conduites au cachot de la police à Muramvya.

SOS-Torture Burundi s'inquiète du silence complet du gouvernement et des forces de l'ordre au sujet de ces attaques récurrentes à travers plusieurs localités du pays et craint que cette situation ne cache une volonté sournoise de ces autorités d'arrêter ou tuer toute personne soupçonnée de ne pas soutenir la politique du gouvernement.

- Dans la nuit de vendredi à samedi 29 août 2020, sur la colline Nyakerera en commune et province Cankuzo (est du Burundi), un militaire dont le nom n'a pas été identifié du camp de Mutukura a tiré, dans un bar situé près du camp, sur un

certain Mashaka Emmanuel qui a été grièvement blessé et évacué à l'hôpital de Cankuzo pour les premiers soins, puis transféré vers l'hôpital Espoir de Kibuye pour de soins intensifs. D'après les témoins sur place, après cette fusillade, les autres personnes qui partageaient un verre avec la victime n'ont pas digéré cette injustice et se sont fait justice en tuant ce militaire à coups de gourdins.

SOS-Torture Burundi note que le sentiment de justice populaire qui hante la population burundaise a ses racines dans l'impunité dont bénéficient certains membres des corps de défense et de sécurité qui croient que tout leur est permis.

- Au matin du dimanche 30 août 2020 vers 6 h, le commandant de la 1^{ère} Région militaire (ouest du Burundi) et sa garde sont tombés dans une embuscade leur tendue par un groupe d'hommes armés au niveau de la localité de Ruhororo, commune Mukike en province de Bujumbura. Selon des témoins sur place, au cours de cette attaque, un militaire du nom de Sabimbona Égide est mort sur-le-champ tandis que six autres militaires ont été blessés. Les mêmes sources ont précisé que le commandant de la 1^{ère} Région militaire, en provenance du camp de Mujejuru (commune Mugongo-Manga), se rendait au chef-lieu de la commune Mukike pour évaluer l'état de la situation sécuritaire après l'attaque d'hommes armés non identifiés samedi dernier à Ndayi en zone Bikanka de la même commune.
- Dans la nuit de dimanche 30 août 2020 vers 23 h, des malfaiteurs non encore identifiés ont assassiné à coups de machette une vieille femme du nom Régine Ndabazi (75 ans) à son domicile sis sous-colline Rugondo de la colline Sehe, zone Masango en commune Bukinanyana de la province Cibitoke.

SOS-Torture Burundi a appris que la police judiciaire de Bukinanyana a arrêté deux suspects pour des raisons d'enquête.

- Sur la colline Kayange, commune Musigati en province Bubanza (ouest du Burundi), lors des affrontements ayant opposé dans la localité de Masare les forces de l'ordre, appuyés par des Imbonerakure, à un groupe d'hommes armés depuis samedi 29 août 2020 à jeudi 02 septembre 2020 quinze (15) personnes ont été assassinées, selon le témoignage d'un administratif local.

SOS-Torture Burundi regrette que, pour la plupart de ces personnes assassinées, aucune procédure d'identification n'ait été entreprise pour éviter des bavures des forces de l'ordre.

- Au matin de mercredi 2 septembre 2020 sur la colline Kivuzo, zone Makaba dans la commune et province Ngozi (nord du Burundi), un corps sans vie d'un quinquagénaire qui n'a pas été identifié a été découvert suspendu sur un arbre à l'aide d'une corde. Selon des témoins, le corps de la victime présentait des blessures au niveau de la tête, ce qui prouve que les auteurs du meurtre l'ont tué ailleurs et ont décidé de suspendre son corps sur un arbre afin de simuler un suicide.

SOS-Torture Burundi a appris que le corps sans vie de la victime a été évacué à la morgue de l'hôpital de Ngozi et que la police a ouvert une enquête afin de connaître le mobile du crime et d'identifier ses auteurs.

- Dans la nuit de vendredi 4 septembre 2020 vers 19 h, sur la colline Mukenke en commune Bwambarangwe de la province Kirundo, un militant du CNL connu sous le nom de Macumi Juvénal a été tué à coups de gourdins. Les témoignages sur place pointent du doigt un groupe d'Imbonerakure composé de Sekamana Oscar, Nkurunziza Sylvestre et de Misago Protais comme auteur de ce meurtre. Selon les mêmes témoignages, son corps a été découvert près du Lycée communal Budahunga.

SOS-torture Burundi a appris que la police de Bwambarangwe a arrêté ces Imbonerakure ainsi que sa femme du nom de Kandava Consolate et qu'ils sont détenus au cachot du commissariat communal pour enquête.

2. Atteinte du droit à la liberté et à la sécurité physique

- Au chef-lieu de la commune Rugombo en province Cibitoke vers 17 h, des Imbonerakure dirigés par leur responsable adjoint du nom de Nijimbere Évariste, ont violemment battu un membre influent du parti CNL, Aloys Ngendakumana, résident sur la sous-colline Rubuye de la colline Mparambo dans la même commune pour avoir refusé d'adhérer au parti CNDD-FDD. Selon des sources sur place, la victime a été conduite à la permanence du CNDD-FDD vers 17 h de ce jeudi 03 septembre 2020, y a été séquestré jusqu'à 21 h et a été roué de coups de puis cette heure à 23 h jusqu'à ce qu'il perde connaissance, après quoi il a été enfermé au cachot du marché moderne de Rugombo.

SOS-Torture Burundi note que la police n'a pas ouvert une enquête pour punir les auteurs de cet acte barbare.

3. Arrestations arbitraires

- Depuis le début des affrontements entre un groupe d'hommes armés et les forces de l'ordre en province de Rumonge dans les communes de Muhuta, Bugarama et Burambi frontalières avec la commune Mugamba de la province Bururi, plusieurs jeunes élèves Tutsi (une vingtaine) de la colline et zone Kivumu en commune Mugamba de la province Bururi sont inlassablement arrêtés d'une manière arbitraire et conduits vers une destination jusqu'ici inconnue. Selon des témoins sur place, la Brigade anti-émeute et le Commissaire régional de la Région de police sud, le commissaire de Police Thaddée Birutegusa, ainsi que le tristement célèbre Officier de police chef de 2^{ème} classe (OPC2) Désiré Uwamahoro, ont débarqué en zone Kavumu vendredi dernier afin de coordonner ces arrestations arbitraires.

SOS-Torture Burundi a pu connaître certains noms parmi ces jeunes arrêtés arbitrairement par la police et conduits dans un lieu qui reste gardé secret, selon les proches de ces victimes. Il s'agit de (1) Ndabanogeye Eddy Moïse (fils de Nzosaba Dismas), (2) Nungi King Bruce (fils de Masabo), (3) Agatore Aimé parfait (fils de Ntahombaye Vénuste), (4) Tungatwese Donard (fils de Tungatwese Éric), (5) Rukundo Albert (fils Hakizimana Aloys), (6) Ndikumwenayo Parfait (fils de Hakizimana Aloys), (7) Icoyitungiye Sandrine (fille de Hakizimana Aloys) et de (8) Nungubumwe Aloys (fils de Gaganiza).

Par ailleurs, SOS-Torture Burundi craint que ces arrestations arbitraires opérées par des personnalités bien connues dans les annales des violations massives des droits humains ne se transforment en cas de disparitions forcées comme cela a été avéré depuis le début de la crise politico-sécuritaire liée au troisième mandat contesté de feu Pierre Nkurunziza en avril 2015.

- Sur la colline Mbizi en commune Kibago de la province Makamba, la police locale a arrêté huit (8) travailleurs domestiques dans l'avant-midi de dimanche 30 août 2020. Selon de sources sur place, toutes les personnes appréhendées ont été soupçonnées d'appartenir à un mouvement armé et sont en détention au cachot du commissariat communal de Jimbi en commune Kibago.

SOS-Torture Burundi note que ces arrestations arbitraires s'inscrivent dans le cadre d'une vague d'arrestations consécutives aux affrontements entre un groupe d'hommes armés et les forces de l'ordre, appuyés par des Imbonerakure il y a deux semaines.

- Sur la colline de Muramba, zone Gatabo, commune Kiganda en province Muramvya (centre du pays), des jeunes Imbonerakure ont arrêté, vers 3 h du matin du mardi 1^{er} septembre 2020, deux membres du parti CNL (Conseil national pour la liberté) à leurs domiciles, Pasteur Nduwimana et Ernest Hatungimana. Selon un responsable du CNL sur la colline Muramba, ces jeunes du parti au pouvoir les ont accusés de complicité avec les groupes armés qui sont passés dans la localité la nuit de samedi 29 août 2020. Il a affirmé en outre que ces jeunes du CNDD-FDD les ont remis le matin aux agents du Service national de renseignement (SNR) qui les ont conduits au cachot du commissariat provincial de police à Muramvya où ils sont détenus depuis ce jour.
- Au matin de mardi 1^{er} septembre 2020, sur colline et zone Kivumu, commune Mugamba, province Bururi, la police a arrêté le nouveau chef de colline Kivumu, Ntaguzwa Boniface, son fils, Irakoze Bruce ainsi que ses deux travailleurs domestiques, Ntihemuka et Bertrand Niyonzima. Des sources proches des familles des victimes n'ont pas été informés de l'endroit où elles ont été conduites. Elles dénoncent une chasse aux sorcières pour des mobiles ethniques étant donné que toutes les personnes arrêtées sont d'une même ethnie Tutsi et qu'elles se trouvent en dehors du périmètre où les combats se sont déroulés.
- Au petit matin de mardi 1^{er} septembre 2020, la police et l'armée ont opéré conjointement une fouille-perquisition sur la Transversale 6 de la colline Kaburantwa, commune Buganda, province Cibitoke et au cours de laquelle le responsable provincial du Service national de renseignement (SNR) à Cibitoke, l'Officier de police chef de 2^{ème} classe (OPC2) Venant Miburo, a enlevé et conduit vers une destination inconnue le nommé Nahigombeye alias Kigombo, accusé de collaborer avec les groupes rebelles qui se trouvent en République démocratique du Congo (RDC). Des proches de Nahigombeye craignent une disparition forcée du moment qu'ils l'ont cherché en vain dans les cachots officiels et que le responsable du SNR à Cibitoke nie avoir enlevé le vieil homme. Selon des témoins, cette fouille-perquisition ne visait que Nahigombeye dont le fils mort fut militaire des anciennes Forces armées burundaises (FAB), bien qu'une quarantaine d'autres personnes « irrégulières » aient été également arrêtées et conduites au cachot du commissariat communal de la police afin de leur transiger chacun une amende administrative de cinq mille francs burundais (5,000 BIF) pour défaut de pièce d'identité, avant d'être relâchés.

- Dans la commune Rusaka en province Mwaro (centre du Burundi), les policiers de l'unité d'Appui à la protection des institutions (API) ont arrêté sans mandat dix (10) personnes constituées essentiellement de militaires retraités de l'ex-FAB (Forces armées burundaises) et de jeunes gens, entre samedi 29 août 2020 et lundi 31 août 2020 dans les localités proches de la forêt de Mpotsa. Selon des témoins sur place, toutes les personnes arrêtées, dont le retraité militaire Etienne Gahungu, sont soupçonnées d'appartenir à des groupes armés ou de collaborer avec eux. Les proches des victimes affirment ne pas connaître le lieu où elles seraient détenues.
- Mardi 1^{er} septembre 2020, sur la colline et zone Mukungu de la commune Nyanza-Lac en province Makamba (sud du Burundi), les forces de défense et de sécurité en collaboration avec le responsable provincial du Service national de renseignement (SNR) en province Makamba ont, dans une opération conjointe, arrêté Méthode Nyabenda, Venant Manirambona, Ferdinand Niyongabo et un autre homme qui n'a pas été identifié. Une source locale a confié à SOS-Torture Burundi que ces hommes ont été arrêtés après un passage de 12 individus inconnus la nuit de la veille au chef-lieu de Nyanza-Lac et qui auraient pris la direction de la réserve naturelle de Rukambasi qui s'étend sur les communes Nyanza-lac et Vugizo en province Makamba et Vyanda de la province Bururi.

SOS-Torture Burundi a appris que ces personnes interpellées sont détenues au domicile du responsable provincial du SNR à Makamba qu'il a transformé en cachot au mépris de la loi en la matière et craint que ces personnes ne soient soumises aux actes atroces de torture.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.